

PARLEMENT-ASSEMBLÉE-ÉLECTIONS-LÉGISLATIVES-FRANCE2017-PARTIS-LR

Des députés LR veulent "réformer" l'Assemblée pour "réussir" un quinquennat Fillon

11/04/2017 17:38:18 GMT+02:00

#652326 DGTE 1394 EXP64 (4) AFP (426)

PARIS, 11 avr 2017 (AFP) - "Mieux légiférer", "renforcer l'évaluation" et davantage "représenter la Nation": 103 députés LR ont mis sur la table mardi des axes de "réforme" du travail à l'Assemblée pour assurer la "réussite" d'un quinquennat Fillon si le candidat de la droite remporte la présidentielle.

Aboutissement de cinq mois d'échanges, "ce travail collectif correspond à une prise de conscience d'un très profond malaise parlementaire" alors que "les Français ne comprennent plus très bien le rôle du député", a déclaré en conférence de presse François Cornut-Gentille, aux côtés notamment d'Isabelle Le Callennec et Véronique Louwagie.

Selon eux, il existe un "déséquilibre" entre exécutif et législatif, et "le spectacle pendant cinq ans, notamment autour de la déchéance de nationalité et la loi El Khomri, a accéléré les réflexions".

Avec "l'accord" du candidat de la droite à la présidentielle, ces parlementaires veulent être "pragmatiques" afin de "changer les pratiques", et non pas un "grand soir" à l'instar du candidat de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

"François Fillon est le candidat qui disposera le plus facilement d'une majorité, et il lui faut une majorité opérationnelle", font-ils aussi valoir.

Pour "mieux légiférer", "des textes courts, ni bavards, ni déclaratifs", pas de "lois de circonstance", et des études d'impact plus précises, préconisent ces députés LR, à commencer par M. Cornut-Gentille, auteur au printemps 2015 d'un essai intitulé "Gouvernez! Pour un nouvel exercice du pouvoir".

Au chapitre de l'évaluation et du contrôle, qui permettent selon eux de lutter contre le poids des lobbies, ils appellent à renforcer "le suivi politique" des lois votées, de désigner dans chaque commission un contrôleur général, de pouvoir mieux questionner les ministres ou de recourir à des expertises comme celles de l'Insee et la Dares.

Ces parlementaires souhaitent aussi "redonner du sens à la mission de représentation de la Nation", avec un débat en séance chaque année en octobre pour "déterminer les attentes des Français", et diversifier les "outils" (plateformes contributives, conseils de circonscription...).

Enfin, ils suggèrent de créer "un comité d'éthique de l'Assemblée nationale", dirigé par un collège de députés, pour contrôler l'usage du crédit collaborateurs et l'indemnité de frais de mandat ou l'exercice d'une activité professionnelle par les députés.

Sur la réduction du nombre de députés, que François Fillon veut proposer par référendum à 400 environ, cette réforme doit "découler de la ou des missions confiées au Parlement et non être un préalable", préviennent-ils.

Couplée avec le non-cumul des mandats, qui s'appliquera avec les élections législatives de juin, cette réduction pose selon eux "la question d'un statut de l' élu pour en assurer l'attractivité et la diversité de recrutement".

reb/ic/nm
